Siguiri : violences et arrestations après la révolte des travailleurs de Weilly Mining

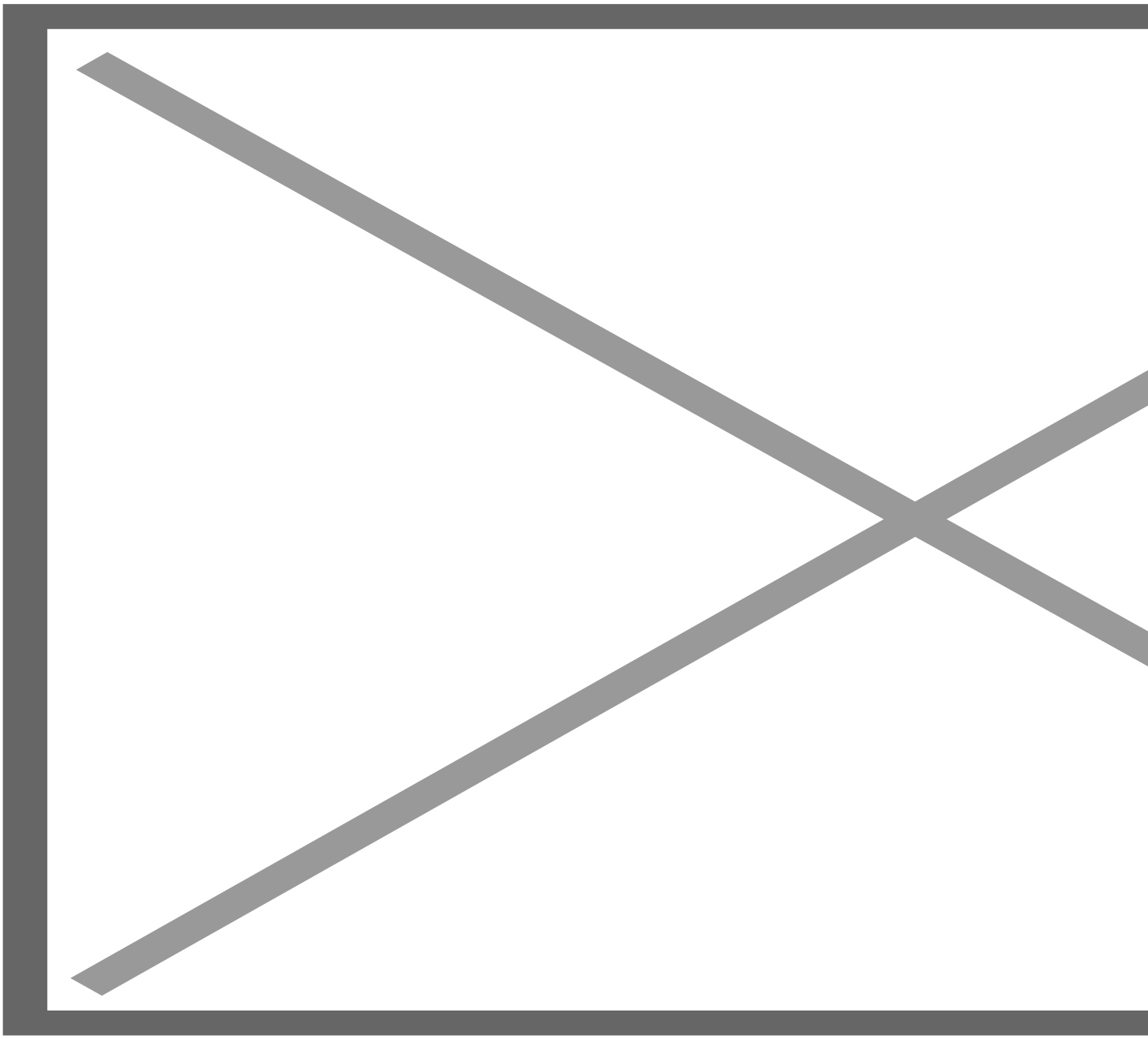
15 octobre 2025 à 12h 55 - ALPHA OUMAR BALDÉ ET ALPHA OUMAR BALDÉ

La journée du 02 octobre dernier, parallèlement à la célébration marquant le 67? anniversaire de l'indépendance de la Guinée, a été marquée par des violences à Niagassola, une commune rurale située à 135 kilomètres du centre ville de Siguiri. Une violente manifestation a éclaté au sein de la société minière Weilly Mining, provoquant la mort de plusieurs personnes, des blessés graves et d'importants dégâts matériels. Près de deux semaines plus tard, la justice a annoncé l'interpellation de plusieurs dizaines de citoyens, tandis que la population locale, traumatisée, peine encore à retrouver la tranquillité.

Selon une source interne à l'entreprise, les tensions couvaient depuis plusieurs jours. « *Les revendications des travailleurs tournaient autour de plusieurs points, notamment la libération de 17 employés arrêtés et déférés à Siguiri pour destruction de biens lors d'une précédente manifestation, l'annulation de la convocation visant les leaders du mouvement, ainsi que la restitution de 21 motos saisies* », a confié à IdimiJam.com une source sous couvert d'anonymat.

Les affrontements ont opposé manifestants et forces de l'ordre, entraînant d'importants dégâts matériels. Mamadou Samba Diallo, directeur administratif de Weilly Mining, décrit une situation dramatique. « *Nous avons perdu des amis de travail, des véhicules, des motos, des ordinateurs. Des bâtiments, y compris le restaurant, ont été détruits. Je demande aux habitants de Bidako et de Niagassola de comprendre que cette société est pour toute la Guinée. Nous ne sommes pas des étrangers. Il y a eu un amalgame dans la compréhension du rôle de l'entreprise* », regrette-t-il.

© 2026 Idimijan | Tous les droits réservés



La justice ouvre des enquêtes et interpelle 60 citoyens

Face à la gravité des faits, le parquet du Tribunal de première instance (TPI) de Siguiri a ouvert une enquête. Soixante personnes ont été arrêtées et placées sous mandat de dépôt à Kankan. Le communiqué officiel du TPI, signé par le procureur Ibrahima Camara, dresse un lourd bilan : « *14 véhicules, 10 bus, 2 pick-up — dont un appartenant à la gendarmerie — ainsi que deux maisons ont été incendiés. Deux morts et plusieurs blessés graves ont été également enregistrés* », ajoutant que les personnes interpellées sont poursuivies « *pour incendie volontaire, destruction de biens privés, vol, coups et blessures volontaires et complicité* ».

© 2026 Idimijan | Tous les droits réservés

Devant les journalistes, le procureur de la République près le TPI de Siguiri assure que son parquet mettra tout en œuvre pour que lumière soit faite sur cette affaire. « *La diligence et le dévouement des forces de sécurité sont entières pour que justice soit rendue dans le respect des lois de la République. Nous exhortons la population à faire confiance aux institutions de la République et à ne pas céder à la tentation de justice privée* », a insisté Ibrahima Camara.

Des accusations contre les forces de sécurité

Sur le terrain, plusieurs habitants dénoncent les méthodes musclées des forces de l'ordre. « *Les agents déployés commettent des atrocités contre la population. Ils arrêtent tout le monde, même ceux qui ne sont pas impliqués. Beaucoup ont fui vers la brousse. Quand ils ne trouvent pas une personne recherchée, ils s'en prennent aux biens de la famille. Nos enfants n'ont repris le chemin de l'école qu'il y a peu. Ce, grâce aux négociations menées par nos frères à Conakry* », dénonce un habitant qui s'est confié à notre rédaction.

Michel Yaradouno

© 2026 Idimijan | Tous les droits réservés